

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue de son voyage au Bangladesh, notamment sur les relations entre la France et le Bangladesh, l'aide au développement, la réunification de l'Allemagne et la situation au Cambodge, Dacca, le vendredi 23 février 1990.

Mesdames et messieurs,

- La deuxième journée de ma présence et de celle de mes compagnons de voyage au Bangladesh s'achève. Les heures ont été bien remplies.

- J'ai eu ce matin un entretien et une séance de travail avec le Président Ershad et rencontré au cours de cet après midi successivement plusieurs hautes personnalités de ce pays comme le Vice-Président, le chef du gouvernement, le ministre des affaires étrangères. Vous savez que ce matin nous avons visité une digue dans la vallée du Gange érigée pour combattre les effets des crues et nous avons vu comment étaient organisés les travaux. Mais beaucoup de journalistes nous accompagnaient et ils en savent autant que moi.

- Nous, Français, avons rencontré ici un peuple, le peuple bangladaï. Le magnifique accueil qui nous a été réservé montre la nature affective. Nous ne nous sommes pas trompés lorsque nous avons souhaité mobiliser l'opinion mondiale autour des problèmes spécifiques du Bangladesh et particulièrement des inondations. Et cela a fait l'objet précisément du principal de nos conversations.

- J'ai informé lors de mon intervention au dîner d'hier soir nos amis du Bangladesh que la France participerait au plan d'action proposé par la Banque mondiale à l'initiative française, 140 millions de francs en 5 ans c'est-à-dire environ 1/6 ème du montant total de la première phase qui se monte à 146 millions de dollars.

- Egalement l'offre supplémentaire par la France annoncée déjà à la conférence de Londres de 10 millions de francs pour aider les travaux préparatoires à ce plan. La participation globale de la France pour 1990 s'élève à 40 millions de francs.

- C'est parce que je suis devant vous, mesdames et messieurs les journalistes, que je cite ces chiffres que je n'ai pas voulu citer hier soir, car ce n'était pas mon rôle mais je veux que votre information soit complète. Ce matin ont été signées des lettres d'engagement qui ont permis de préciser le contenu de ces accords.

- Cet effort particulier pour lutter contre les inondations, est indépendant de l'aide de la France au développement économique du Bangladesh. Comme les années précédentes, un protocole est en cours de négociation pour 1990 et il sera d'un montant comparable avec ce qui avait été fait en 1989.

Les sept ministres qui m'accompagnaient - je parle au passé car deux sont déjà partis cet après-midi - se sont entretenus avec leurs homologues et le chef de l'administration des problèmes qui les concernaient. Les secteurs de la vie économique que nous avons particulièrement étudiés, sont, entre autres les télécommunications, avec la confirmation de la fourniture de 30000 lignes

téléphoniques à Dacca et à Chittagong par une entreprise française. Aujourd'hui la commutation & demain la téléphonie rurale et les faisceaux hertziens ? On a discuté aussi d'électricité. Des négociations sont en cours, sur la vente de centrales thermiques à gaz et de stations de distribution d'électricité. Un projet très important d'usines pour l'alimentation en eau potable de Dacca est bien avancé. Tandis qu'une coopération s'esquisse dans le domaine de la recherche agricole, de l'élevage et de l'aquaculture. Les échanges scientifiques pour la protection de l'environnement ont pris également un tour pratique. Quant à la coopération médicale et humanitaire, elle connaît déjà de belles réalisations, notamment dans le cadre du Centre international de Savar, qui sera intensifié et prolongé. Et je ne saurais trop remercier les ONG, Organisations non gouvernementales françaises, pour la tâche qu'elles accomplissent. Enfin pour les relations culturelles, il y a le très bon travail des alliances françaises de Dacca et de Chittagong. Nous trouvons dans ce pays un concours dont nous nous réjouissons. Rencontrant le Vice-Président du Bangladesh, je constatais avec grand plaisir qu'il a présidé aux destinées de l'Alliance française et qu'il s'intéresse beaucoup comme nombre de ses concitoyens, à notre culture. Ce sont des données que je voulais vous fournir mais je n'ai pas dit l'essentiel. L'essentiel, c'est la qualité d'une relation, la qualité d'un accueil, la qualité des échanges qui font que s'est créée ici une relation d'amitié. Dépassant le cercle des dirigeants, je remercie ici le peuple du Bangladesh, par votre intermédiaire, mesdames et messieurs les journalistes, je remercie ce peuple qui nous a réservé une si belle démonstration d'hospitalité et d'amitié. Et maintenant, comme il se pose un certain nombre de problèmes à travers le monde, et que nous n'en sommes pas tout à fait quitte, à l'heure qu'il est, je vous demande de bien vouloir poser les questions de votre choix.\

QUESTION.- Monsieur le Président, le Bangladesh appartient à la région de l'Asie méridionale où vit plus d'un quart de l'humanité et la majorité d'entre eux vit dans des conditions de pauvreté. Dans une telle situation, certains des pays sont en train d'accumuler les armements, d'une part au détriment de leur propre peuple et d'autre part, ceci met en danger la perception de la sécurité des plus petits Etats. En tant que l'un des dirigeants du monde, en tant que le Président de la France, comment voyez-vous cette situation de la région, la sécurité de la région de l'Asie méridionale ?

- LE PRESIDENT.- C'est une question intéressante mais très vaste. D'une part, il y a des pays qui s'arment pour assurer leur sécurité, ce qui fait des dépenses importantes et il peut y avoir des sources de danger. Et d'autre part, des sommes considérables doivent être dépensées pour sauver la nature et donc les hommes des dangers qui les menacent en raison de la corruption des éléments naturels. Mais que vous dire par rapport à l'Asie du sud où vous vous trouvez ? Je pense que vous devez penser, vous n'avez peut-être pas été assez concret, vous pensez à quel type d'armes ? S'agit-il de nucléaire, dans ce cas-là, je ne l'ai pas entendu, cela n'a pas dû être traduit. Je ne sais pas exactement de quoi il s'agit. Pour tout le reste, il est évident que la responsabilité des Etats et en particulier des puissances responsables - les plus responsables en raison de leur type d'armement - c'est de veiller à faciliter les démarches actuellement entreprises pour hâter le désarmement y compris nucléaire, d'abord nucléaire. Vous vouliez ajouter quelque chose, monsieur ?

- QUESTION.- Oui, monsieur le Président. Afin d'explicitier ma question, même en accumulant les armes conventionnelles dans cette région, et ceci est fait par bon nombre de pays, on est en train de dépenser, de gaspiller de l'argent, et ce sont des fonds qui pourraient être utilisés pour améliorer la qualité de la vie de la masse de la population qui vit dans cette région, qui je le répète, représente plus d'un quart de l'humanité. Donc, en tant que l'un des dirigeants, l'un des grands chefs d'Etat du monde particulièrement préoccupé du bien-être de l'humanité dans son ensemble et le tiers monde, des pays tels que le Bangladesh, j'aurais voulu avoir vos commentaires.

- LE PRESIDENT.- Mon commentaire, c'est que je le déplore comme vous-même. Mais que je ne peux engager que mon pays dans le débat qui s'engage. Dans les enceintes internationales, la France a pris position depuis longtemps en faveur du désarmement. Pour ce qui concerne les deux blocs Alliance atlantique et Pacte de Varsovie la France a été à l'origine des conversations

deux blocs, l'Atlantique et l'axe de Varsovie, la France a été à l'origine des conversations dans le domaine de l'armement chimique et des armements conventionnels afin de les réduire. Et même pour le chimique, de les supprimer. Elle a approuvé les efforts de MM. Gorbatchev d'un côté, Reagan et Bush de l'autre, lorsqu'ils ont décidé d'éliminer les armes nucléaires à moyenne portée. Nous les approuvons aujourd'hui de vouloir réduire dans une proportion considérable leurs armements stratégiques. Donc la France prend déjà sa part et continuera de la prendre dans tous les domaines dès lors que les deux principales puissances du monde auront fait les pas nécessaires. Pour le reste, je ne peux me prononcer au nom d'aucun des pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est, cela relève de la souveraineté de chacun de ces Etats. Je souhaite simplement qu'ils adoptent une attitude comparable à celle que je viens de décrire.\

QUESTION.- Monsieur le Président, au cours de votre voyage vous avez déjà visité deux des nations de l'Asie du Sud et vous avez été déjà mis au courant des problèmes de la région, problèmes qui menacent la paix de cette région. En tant que l'un des dirigeants du monde, ne pensez-vous pas qu'il devrait y avoir un dialogue immédiat entre les pays afin de résoudre les litiges tels que le Cachemire, les problèmes entre le Bangladesh et l'Inde et le retrait des troupes du Sri-Lanka ? Ne pensez-vous pas qu'il devrait y avoir un dialogue immédiat entre les pays afin de permettre de résoudre les contentieux et de rétablir la paix dans cette région ?

- LE PRESIDENT.- Je crois comme vous, monsieur, que seul le dialogue et les voix pacifiques peuvent résoudre ce type de problème. Au demeurant, pour ce qui touche au Cachemire, ce dialogue a prévalu mais il y a quarante ans. Pourquoi ne pas lui donner de nouveau la primeur ? Quant aux autres problèmes que vous avez évoqués, les relations du Bangladesh et de l'Inde, de l'Inde et du Sri-Lanka, voulant rester toujours réservé lorsqu'il s'agit de l'exercice de la souveraineté des pays qui me sont étrangers, même quand ils sont amis, je me permettrai simplement de leur recommander, d'engager le dialogue et le plus tôt sera le mieux. Mais je ne suis pas chargé de donner raison aux uns et aux autres.\

QUESTION.- Monsieur le Président, il semble assez clair que la réunification de l'Allemagne est en train de se faire, d'aucuns pensent que ceci pourrait amener à des complications futures. Est-ce que vous êtes de cet avis ? Et sinon pourquoi ?

- LE PRESIDENT.- Ce problème résulte d'événements très heureux pour l'Europe, donc je ne vois pas pourquoi on commencerait par les examiner de façon pessimiste. Un certain nombre de pays accèdent à une souveraineté véritable et leurs peuples deviennent libres, parmi eux le peuple de l'Allemagne de l'Est. Ce peuple comme les autres est libre de son choix. Cela peut aboutir, et la plupart des observateurs pensent que cela doit aboutir à l'unification des deux Etats allemands nés de l'après-deuxième guerre mondiale. Les conséquences de cette unification doivent être examinées avec beaucoup de sang-froid. Il n'y a pas a priori à s'en plaindre. Il y a seulement à considérer que l'unification ne peut résulter que de la volonté d'autodétermination des Allemands eux-mêmes, mais que cette décision, quand elle sera prise, entraînera automatiquement un certain nombre de conséquences qui intéressent au premier chef les autres pays d'Europe : le problème des frontières. Je suis personnellement désireux de voir observer le respect des frontières. Les inconvénients qu'elles peuvent présenter pour tel ou tel pays sont moins graves que les dangers qui en résulteraient pour l'équilibre de l'Europe, si on revenait là-dessus. Egalement pour les alliances, car vous savez qu'il y a quelque 400000 soldats soviétiques en Allemagne de l'Est et quasiment autant de troupes occidentales non allemandes en Allemagne de l'Ouest. Il se pose des problèmes de sécurité. C'est cette recherche d'un nouvel équilibre à laquelle il faut s'appliquer et qui doit mobiliser notre attention au cours des mois qui viennent. J'ajoute que pour un Français, il se pose aussi un problème particulier, celui de la Communauté européenne des Douze dont les responsabilités vont se voir accrues au travers de ces événements. Mais cette description que je vous fais nous pose naturellement des questions. Ces questions sont plus intéressantes et rendent plus optimistes que les questions que l'on se posait devant l'absence de liberté de nombreux peuples d'Europe.\

QUESTION.- Monsieur le Président, comment voyez-vous l'après 1992 et est-ce que vous pensez que cette évolution en Europe de l'Est aura un impact sur la Communauté européenne dans son ensemble, et si oui de quelle façon ?

- LE PRESIDENT.- Après 92, si l'on s'en tient aux accords, comme je le souhaite, il n'existera plus de frontières intérieures à l'Europe des Douze. Et la circulation des biens, des marchandises, et des personnes seront libres. Ce qui veut dire qu'il y aura un coup d'accélérateur donné aux légitimes concurrences entre les pays en cause, mais des concurrences dans le cadre d'une unité économique pour une large part technique ou technologique, scientifique, pour une large part culturelle, universitaire et je l'espère beaucoup plus que ce n'est le cas aujourd'hui, politique. C'est donc également une situation nouvelle que nous connaissons à partir du 1er janvier 1993, ce qui revêt une importance que les événements se sont chargés de souligner, puisque cela correspond en même temps à une évolution du reste de l'Europe. Alors attendez que les questions soient tranchées pour me demander de répondre. Moi je ne sais pas, je peux supposer. Et bien entendu, je suppose, je fais des hypothèses. Le problème se poserait différemment selon qu'il y a deux Etats allemands ou un seul. S'il n'y en a qu'un seul, il n'est pas nécessaire d'examiner la présence d'un treizième Etat dans la Communauté, du moins d'ici 93. S'il y en a deux, c'est à voir. Mais il est évident que l'imbrication des deux Allemagnes ferait que naturellement, sans qu'on soit même obligé d'intervenir, il y aurait déjà présence des Allemands de l'Est dans la vie communautaire. C'est ce qui se passe d'ailleurs avant même ces événements. Donc là aussi je vous répondrai que je vois cela moi avec grand intérêt, avec le souci de construire en voyant poindre à l'horizon une Europe, celle du siècle prochain, qui sera plus intéressante encore et je l'espère plus pacifique que celle que nous avons connue jusqu'alors.\

QUESTION.- Monsieur le Président, la France est un des grands champions du dialogue nord-sud, mais jusqu'à présent ce dialogue n'a pas vraiment produit quelque chose de significatif et ceci au grand désarroi des pays du tiers monde. Est-ce que vous avez des solutions à proposer pour renforcer le dialogue nord-sud ?

- LE PRESIDENT.- J'en ai proposé beaucoup. Je crois qu'il faut porter un jugement peut-être moins sévère, bien qu'au total je rejoigne votre opinion. Moins sévère parce que le résultat des dispositions prises par les Etats du Nord à l'égard des pays du Sud n'est pas nul. Mais nous sommes très loin du compte. Nous n'agissons pas, nous les grands pays industriels, comme nous devrions le faire. Car l'enjeu des pays du tiers monde est d'une ampleur que les moyens mis en place ne permettent pas de remplir. Alors la France se fait l'avocat, le défenseur du tiers monde. Elle n'est pas toujours suivie. J'ai proposé devant la conférence de Toronto des grands pays industrialisés, c'était en 1988, j'ai proposé trois moyens pour réduire la dette du tiers monde. Et le club de Paris, qui comme vous savez, est l'un des instruments principaux de cette politique, a validé le choix des Français, qui consistait à remettre une partie de la dette publique, celle sur laquelle nous pouvons agir. Et par la suite nous avons complété notre propre proposition et nous avons supprimé notre créance sur les 35 pays les plus pauvres. J'ai annoncé que cette mesure serait prise par le Parlement français, lorsque je me trouvais à Dakar, lors de l'assemblée de la francophonie. Et le Parlement français a bien voulu répondre positivement à ces propos. Mais toute la dette ne peut pas être effacée de cette manière. Encore faudrait-il examiner par rapport aux dettes publiques toute une série de moratoires dans le temps, dans la quantité des sommes dues, par rapport aux moyens de rembourser, soit par financement, soit par échange avec des matières premières. Il y a toute une série de modalités qui commencent à être reconnues. J'ai moi-même proposé une solution, lorsque je me suis trouvé à la tribune des Nations unies, également en 1988. Et je m'adressais surtout à ce qu'on appelle les pays intermédiaires qui ne sont pas les pays les plus pauvres. Intermédiaires, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas couverts par l'annulation de la dette. Et cependant ils ont le plus grand besoin de mesures générales pour le désendettement et j'ai souhaité que soit créée une sorte de compte mondial de garantie qui serait alimenté de divers moyens. Je suis allé plus loin, j'ai même proposé par le biais de droits de tirage spéciaux qui font aujourd'hui que les pays qui reçoivent le plus, participent le plus. J'ai demandé à ce que la nouvelle tranche de droits de tirage spéciaux ne soit pas perçue par eux mais versée sur ce compte afin que les créanciers soient payés sans que les débiteurs ne soient contraints de régler la totalité de leur dette. On a préféré répondre à cette demande par l'acceptation du plan Brady lors du sommet des grands pays industriels qui s'est tenu à Paris les

14 et 15 juillet 1989. Je dois dire que, expérience faite, je ne suis pas sûr que cette méthode donne tous les résultats attendus. Alors il faudra répondre à votre question dans les faits. Oui, nous avons beaucoup à faire pour justifier l'espérance du tiers monde et rendre justice à l'effort de ceux qui ne pouvant faire face à l'accumulation de leur dette, ont besoin dès maintenant d'un concours qui permettra de ranimer les termes de l'échange entre les pays du Nord et les pays du Sud. C'est d'ailleurs aussi l'intérêt des pays du Nord.\

QUESTION.- J'aimerais compléter les questions de mon collègue. Vous êtes l'un des chefs d'Etat de la Communauté européenne. Vous avez assisté au 42^{ème} sommet de la Communauté européenne et personne dans la Communauté n'agit dans l'ombre ou à l'initiative des deux grandes puissances mais est-ce que vous pensez que cela va aider la demande du tiers monde d'avoir une série de négociations globales et immédiates et sinon comment pensez-vous que ces négociations pourraient se faire, comment pourraient-elles arriver ?

- LE PRESIDENT.- Ces négociations globales et immédiates ne sont pas prévues. Il y a même de fortes oppositions à la réouverture d'une négociation globale. Après la conférence de Cancun qui ne réunissait d'ailleurs qu'un petit nombre de pays, on a assisté à un éloignement et non pas à un rapprochement des points de vue dans la période qui a suivi et on a vu se substituer toute une série d'accords bilatéraux à l'aide multilatérale que je crois nécessaire. La France est le pays du monde qui contribue le plus par rapport à son produit intérieur brut parmi les grands pays industriels aux aides bilatérales et multilatérales additionnées. Nous ne pouvons pas agir au nom des autres, c'est un travail de conviction. Il faut que, sur chaque tribune internationale, cette voix soit entendue. Je ne parle pas de la mienne mais de celle de vos propres hommes d'Etat, et à la longue devant la nécessité qui s'impose, je pense que nous y parviendrons, c'est une oeuvre de longue haleine.\

QUESTION.- Monsieur le Président, pour en revenir à la question des crues, des inondations au Bangladesh, la France était l'un des pays qui a été absolument horrifié par les dévastations du Bangladesh en 1987 - 88. Croyez-vous à la coopération régionale, afin de pouvoir empêcher ou limiter les inondations au Bangladesh et si oui, est-ce que la France voudrait influencer d'autres pays de la région, afin qu'ils coopèrent avec les autres Etats de la région dans son programme de prévention des inondations ?

- LE PRESIDENT.- Cette question est très intéressante. Elle a été dite avec une diplomatie admirable et une très grande délicatesse, mais enfin je crois avoir compris de quoi vous parliez. Ce qui est vrai, c'est que pour ce qui la concerne et pour ce qui concerne ses partenaires, je ne peux que me réjouir et remercier ceux de nos partenaires qui au travers de la Banque mondiale, ont répondu à la thèse de la France pour lutter contre les crues du Bangladesh. C'était la question que j'ai abordée au point de départ de cette conférence de presse.

- Quant aux problèmes purement régionaux, c'est-à-dire ceux de votre voisinage, je ne peux qu'insister, je ne manquerai jamais de le faire, pour que les relations de bon voisinage se traduisent dans les faits, en facilitant ce travail si nécessaire de régulation des cours d'eau dans des conditions d'accords mutuels. Mais je sais que vous avez engagé vous-mêmes au Bangladesh un dialogue depuis une trentaine d'années sur ce sujet. Mes vœux vont à la réussite de ce dialogue. La France n'est pas partie prenante, elle ne peut pas se substituer aux partenaires en question.\

QUESTION.- Monsieur le Président, si vous me permettez de poser une question sur votre rôle au dernier sommet de Toronto que vous avez mentionné, il semble que vous ayez joué un rôle en persuadant vos autres partenaires afin qu'ils réduisent la dette des pays les plus pauvres et ceci s'applique énormément également à vos anciennes colonies de l'Afrique francophone. L'aide française au Bangladesh est d'environ 245 millions de francs français. Est-ce que vous allez transformer ou changer la partie prêt en don pour le Bangladesh ?

- LE PRESIDENT.- Ce serait naturellement plus commode. Les trente-cinq pays les plus pauvres qui se trouvaient débiteurs de la France - je le répète - ont vu leurs dettes effacées. Cela a été très pénible pour ceux qui étaient juste un peu moins pauvres et qui se trouvaient juste au dessus de la barre. D'ailleurs nous avons adopté des mesures particulières pour ne pas trancher tout aux uns rien aux autres. C'est ainsi que nous avons engagé des négociations intéressantes avec

ons, non aux autres. C'est ainsi que nous avons engagé des négociations intéressantes avec Madagascar ou avec le Gabon. Mais il y a un certain nombre de pays qui n'avaient pas la "chance" - mettez des guillemets dans ce que je vous dis - d'être endettés et qui cependant sont dans des situations très difficiles. Ceux-là n'ont naturellement bénéficié d'aucune mesure particulière à la suite de la décision qui a été prise par la France. C'est difficile de recouvrir tous les cas à la fois.

- Quant au Bangladesh, c'est une négociation qu'il faudrait mener quand même avec les responsables de ce pays, je ne peux pas moi commencer une négociation ici cet après-midi à partir de 17h30 à Dacca. Mener la négociation à moi tout seul, enfin grâce à vous, un peu à nous deux, conclure la négociation et si vous voulez même signer tout de suite sur ce tapis vert, en général c'est plus compliqué. Je peux en tout cas vous assurer des intentions tout à fait favorables de la France à tout règlement qui permettra au Bangladesh dans des conditions raisonnables d'alléger sa charge.

- QUESTION.- Est-ce que vous allez le faire cette fois-ci ?

- LE PRESIDENT.- Je vous ai rendu compte des accords qui ont été établis, je ne vous ai pas rendu compte des accords qui pourraient avoir lieu plus tard.\

QUESTION.- Monsieur le Président, dans le contexte des évolutions récentes en Europe, particulièrement dans les pays du bloc de l'Est, quel est l'avenir de l'OTAN et quelle est la réaction à une idée qui avait récemment été émise par M. Genscher qui était que l'Allemagne unie pouvait néanmoins rester au sein de l'OTAN mais sans qu'il y ait des forces de l'OTAN présentes en Allemagne ?

- LE PRESIDENT.- C'est un problème tout à fait réel. L'OTAN est une des deux grandes alliances défensives, d'un côté il y a l'Alliance atlantique, de l'autre le pacte de Varsovie. Il y a, je vous l'ai dit tout à l'heure, 400000 soldats sur chacune des deux parties de l'Allemagne. Or les événements de l'Est vont plus vite que les diplomates. Donc personnellement, j'ai recommandé à l'OTAN de ne pas avancer ses lignes vers le Nord et vers l'Est même s'il y avait unification allemande. Quant au sort futur des alliances, cela dépendra de tellement d'éléments que je serais présomptueux de trancher ce problème ici et maintenant.

- QUESTION.- Monsieur le Président, étant donné les évolutions et la nouvelle compréhension entre les Etats-Unis et l'URSS, certains ont demandé l'abolition des deux alliances, l'OTAN et le pacte de Varsovie, quel est votre opinion là-dessus ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas impossible. J'ai toujours été contre la politique des blocs. Mais tant qu'il existe des menaces, que l'on considère qu'il en existe, il est normal que les alliances s'équilibrent. Si on en arrivait à ce point d'une suppression mutuelle, cela prouverait que nous en sommes arrivés à un degré de pacification des esprits qui serait tout à fait remarquable, ce serait une issue heureuse. On n'en est pas là.\

QUESTION.- Monsieur le Président, il a été dit que les Etats-Unis ont critiqué votre accord récent avec le Pakistan qui est de leur fournir une centrale nucléaire, puisque le Pakistan n'est pas signataire du traité de non-prolifération. Comment voyez-vous cette critique de la part des Etats-Unis ?

- LE PRESIDENT.- Avec tranquillité. La France non plus n'est pas signataire, donc nous avons signé entre deux pays non signataires. Mais cette critique n'est pas fondée car précisément dans l'accord, il est convenu entre nous que le Pakistan se soumettra aux contrôles de l'agence internationale qui est précisément chargée d'appliquer les règles de la non-dissémination. D'ailleurs, le directeur général de l'agence avait déclaré quelque temps auparavant que le Pakistan pouvait être parfaitement fondé à exprimer cette demande d'une centrale nucléaire.\

LE PRESIDENT.- Monsieur le Président, pouvez-vous nous donner votre point de vue sur les perspectives de l'amélioration du climat international dans la région Asie-Pacifique, et peut-être également sur le sous-continent indien en particulier ?

- LE PRESIDENT.-... j'apprécie mais il ne faut pas me conduire à faire des exposés de caractère général tous les quarts d'heure. J'aimerais donc répondre à une question tout à fait concrète et précise.

- QUESTION.- Excusez-moi. Peut-être pourriez-vous nous parler de l'évolution de la situation, par

exemple au Cambodge, en Afghanistan, enfin les Etats de cette région, voyez-vous.

- LE PRESIDENT.- Ce qui est certain c'est que votre question est fondée. Simplement il est difficile de la traiter dans le cadre d'une conférence de presse. Mais c'est une grande question. On doit constater d'abord un meilleur climat entre les deux plus grandes puissances du monde dotées des armes nucléaires les plus puissantes et les plus nombreuses lorsque ces pays engagent un dialogue pacifique et constructif. Les répercussions se font sentir dans tout le reste du monde. Pas mal de problèmes régionaux ont été ou réglés ou améliorés depuis le bon dialogue entre le dirigeant soviétique et le dirigeant américain. C'est le cas en Afrique australe. En Afghanistan les choses n'ont pas avancé autant qu'on l'aurait voulu, mais ce n'est pas spécifiquement la faute des pays en question. Sur le Cambodge, il est difficile de dire qu'on a vraiment progressé. Visiblement on parle. Le ministre des affaires étrangères français nous a quittés tout à l'heure pour se rendre d'abord au Vietnam puis en Indonésie afin de participer à la réunion qui doit se tenir à propos du Cambodge afin de rapprocher le point de vue de ceux qui se battent sur le terrain. Cela a été amorcé par la conférence tenue il y a quelques mois à Paris. Les deux co-présidences indonésienne et française se renvoient la balle pour ranimer le feu qui semblait devoir s'éteindre, celui de la négociation. Je crois que l'apaisement des tensions principales doit avoir d'heureux effets sur les conflits particuliers, notamment en Asie du sud-est. Je le crois fermement. Bien entendu, le rôle de la Chine dans cette affaire-là est éminent. Je pense que la Chine devrait normalement contribuer à apaiser la tension dans cette partie du monde. Mais c'est long, c'est difficile, on devient impatient. Je souhaite très ardemment que la paix prévale au Cambodge et j'encourage le dialogue qui vient de se rouvrir avec le dernier entretien entre le Prince Norodom Sihanouk et le Président Hun Sen.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez exprimé votre satisfaction de l'évolution de la démocratie et des pratiques démocratiques au Pakistan. Est-ce que vous êtes également satisfait des pratiques démocratiques au Bangladesh et quel est votre message au peuple démocratique du Bangladesh ?

- LE PRESIDENT.- Ce que j'ai pu percevoir du peuple bangladaishi, c'est une qualité rare d'ouverture de l'esprit, de refus de la xénophobie avec un immense appétit de savoir, d'administrer et de dominer les difficultés naturelles que lui inflige trop régulièrement une série de catastrophes. De tous mes contacts avec les dirigeants de ce pays j'ai pu constater que leurs préoccupations principales concernaient la démographie, l'éducation, l'alphabétisation, l'environnement et l'emploi. Vous devez avoir des élections présidentielles je crois l'an prochain et des élections législatives un peu plus tard. Votre constitution a créé les structures d'un système démocratique. Je crois que vous avez une centaine de partis politiques. Je pense qu'il y a plusieurs dizaines de journaux. Vraiment le Bangladesh me paraît s'installer dans un système qui répond à ce que l'on peut attendre de la démocratie. S'il y a ici ou là des progrès à faire (il y en a toujours à faire), je crois que ce que j'ai entendu de la bouche des dirigeants me rendrait tout à fait optimiste sur ce plan. J'ajoute que les soucis actuels des dirigeants du Bangladesh sont considérables et qu'ils ne peuvent compter que sur l'adhésion populaire et cette adhésion populaire sera d'autant plus forte que la démocratie prévaudra en toutes circonstances. Donc je n'ai pas d'observation spéciale à faire. D'ailleurs, vous savez, je n'ai pas à porter d'appréciation, même si j'en forme dans mon esprit. Je m'efforce de ne pas m'ingérer dans les affaires intérieures des pays que je visite. Mais je dois dire que l'effort du Président Ershad, du Vice-président, du chef de gouvernement, des ministres que j'ai rencontrés, me paraît aller dans un sens que du point de vue démocratique, je crois tout à fait intéressant et positif.\

QUESTION.- Si vous aviez en face de vous une infirmière mal payée ou un jeune qui touche le RMI, comment pourriez-vous l'aider à comprendre que nous devons aider le Bangladesh ?

- LE PRESIDENT.- Madame, vous me rejetez nos problèmes intérieurs. Ceux qui perçoivent le RMI, je leur dirais d'abord est-ce que ce n'est pas un petit peu mieux que quand vous ne l'aviez pas ? D'une part. D'autre part, on ne peut pas comparer sans injustice le sort de ceux qui souffrent le plus en France, nous avons nos pauvres et bien trop, notre tiers monde comme disent certains, avec la situation d'un grand nombre de Bangladeshis. Donc, je ne leur dirais pas de

comprendre la misère de peuples courageux comme celui de ce pays, car j'aurais l'air d'ignorer ou de mépriser leurs propres difficultés qui pour ceux dont nous parlons sont grandes. Par ailleurs je m'adresserais, comme je ne manquerai pas de le faire, à l'ensemble des Français, pour qu'ils tirent de cette comparaison, le sens qu'ils ont un devoir collectif à l'égard des pays du tiers monde.\

QUESTION.- Monsieur le Président, ma question porte sur l'Afrique du Sud. On parle d'éliminer certaines des sanctions vis-à-vis de l'Afrique du Sud après la libération de Nelson Mandela. La Grande-Bretagne a pris cette décision. Qu'est-ce que vous en pensez ? Est-ce que vous pensez, vous, que l'heure est venue d'éliminer certaines sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud ?

- LE PRESIDENT.- Je ne pense pas que l'heure soit venue de lever les sanctions, c'est pourquoi la France n'a pas suivi la demande faite par Mme Thatcher, mais le moment est venu de reconnaître les efforts courageux du Président d'Afrique du Sud. S'il poursuit sa logique jusqu'à réformer les structures, au-delà donc des actes individuels, aussi heureux que la libération de Nelson Mandela et de quelques autres, alors ce problème se posera. Nous sommes peut-être à la veille du jour où il doit se poser.\

QUESTION.- Pensez-vous que la formule deux plus quatre qui a été avancée par James Baker récemment en ce qui concerne la réunification de l'Allemagne va amener à une réunification pacifique ?

- LE PRESIDENT.- S'il s'agit de l'unification, c'est le vote des Allemands qui sera déterminant. Quand il s'agira de gérer la situation nouvelle ainsi créée, cela concernera beaucoup de pays, et d'abord les quatre, mais il faut encore être plus précis. Moi, d'ailleurs je ne dis pas 2 + 4 `deux plus quatre`, je dis 4 + 2 `quatre plus deux`, car s'il s'agit de l'unification proprement dite, c'est les deux Etats allemands, le peuple allemand. S'il s'agit des conséquences internationales, sur le plan de la sécurité, des alliances, des frontières, alors les chiffres varient à chaque fois. Pour le statut de Berlin, c'est 4 + 2. C'est dans ce sens qu'il faut faire l'addition. S'il s'agit des frontières, alors je pense que cela intéresse les mêmes puis le cas échéant quelques autres, c'est-à-dire les pays frontaliers. Vous voyez qu'on ne peut pas résumer ma réponse d'une façon trop simple. Je pense que même on pourrait aller jusqu'à dire qu'un certain nombre de ces problèmes pourront être réglés à 35, c'est-à-dire les membres de la Conférence sur la Sécurité et la coopération en Europe qui sont les 33 Européens et 2 pays américains, le Canada et les Etats-Unis d'Amérique.\

QUESTION.- Monsieur le Président vous avez salué dans les deux pays que vous venez de visiter tous les progrès en direction de la démocratie. Un homme politique français d'opposition vient de dire que le multipartisme est un luxe que les pays en voie de développement n'ont pas les moyens de s'offrir ?

- LE PRESIDENT.- Cela a été déjà dit très souvent. Des problèmes organiques font qu'en effet la question se pose dans beaucoup de pays tout juste sortis de l'époque coloniale. Ces pays souvent ne disposaient pas de jeunes gens, jeunes hommes et jeunes femmes formés. On a cité de grands pays africains accédant à l'indépendance et qui n'avaient que trois ou quatre diplômés. A partir de là, le risque de voir un parti unique et un chef se substituer à une vocation démocratique qui ne peut pas exprimer est constant. Je suis convaincu que le développement est indissociable de la démocratie et je pourrais inverser le raisonnement sans doute la démocratie est-elle indissociable du développement ? J'espère que l'on n'aura pas la preuve contraire. Voilà ce que je peux vous dire. Quant à cette phrase, est-elle d'un membre de l'opposition française ou bangladaï ?

- QUESTION.- Française, c'est M. Chirac.

- LE PRESIDENT.- On est à Dacca. Je ne savais pas de qui vous parliez. Je n'avais pas noté en tout cas cette forte parole.\

QUESTION.- Il y a apparemment en France actuellement un débat sur les politiques de l'agriculture qui provoqueraient des pollutions. Dans le programme anti-inondations du Bangladesh, les préoccupations écologiques doivent-elles être prioritaires ?

- LE PRESIDENT.- Un accord pour le traitement des eaux doit être signé. Il s'agit d'un projet d'usines pour l'alimentation en eau potable de Dacca. Le Bangladesh ne manque pas d'eau et cependant il a besoin d'eau potable. Les problèmes se posent un peu partout.\

cependant il a besoin d'eau potable. Les problèmes se posent un peu partout.

QUESTION.- Monsieur le Président, une dernière question sur les pays les moins avancés. Il y a une réunion au niveau ministériel des PMA à Dacca la deuxième semaine de ce mois-ci. Ils ont décidé de demander aux pays donateurs d'éliminer 65 milliards de dollars de dettes pour les 42 PMA et ils ont également demandé à ce que l'on double les niveaux de l'aide officielle au développement et d'après ce dont je me souviens en 1981 lorsque vous avez ouvert la conférence des PMA à Paris vous avez exprimé votre optimisme et dit que la situation dans les pays moins avancés s'améliorerait au cours des années 80 mais dans la réunion au niveau ministériel en fait on s'est bien rendu compte que la situation n'avait fait qu'empirer. Allez-vous prendre des mesures pour améliorer la situation au cours des années 90 au cours de la réunion des PMA qui va se tenir à Paris au mois de septembre ?

- LE PRESIDENT.- En ce qui concerne la France, sans aucun doute, je crois m'être beaucoup expliqué et l'avoir démontré pour ce qui concerne la France et je ne peux que parler qu'en son nom. Ces dispositions à elle ont considérablement amélioré la situation de ses partenaires. Quant aux propositions que vous venez de me rapporter dont j'avais été informé, elles sont très intéressantes. Elles vont dans un sens utile. Il convient de les apprécier et je vous dirai mon sentiment lorsque j'aurai le plaisir de vous recevoir à nouveau en présidant l'ouverture de la conférence internationale sur les pays les moins avancés qui se tiendra au mois de septembre à Paris. Je vous demanderai de bien vouloir transmettre à vos compatriotes bangladeshis les sentiments de gratitude et d'amitié que je lui dois. Vous serez d'excellents intermédiaires pour cela.